

Une séance régulière du Conseil de Bristol s'est tenue à la mairie en utilisant la distanciation sociale le 3 juillet 2023 à 20 h 00 avec le maire Brent Orr et les Conseillers Valerie Twolan-Graham, Archie Greer, Meaghan McConnell, Kim Crawford et Debbie Kilgour. Greg Graham n'a pu y assister.

- (23-07-83) Il est proposé par le Conseiller Greer que les minutes de la réunion du 5 juin soient adoptées telles que présentées. Adoptée. Le maire s'abstient de voter.
- (23-07-84) Il est proposé par la Conseillère Kilgour d'adopter l'ordre du jour avec les ajouts. Adoptée. Le Maire s'abstient de voter.
- (23-07-85) Il est proposé par le Conseiller Greer d'autoriser « My Way Chip Stand » à opérer sur la propriété identifiée comme 5 800 114 à condition qu'une clôture soit installée pour sécuriser le bâtiment délabré présentement sur le site et qu'une preuve d'assurance soit fournie. Adoptée. Le maire s'abstient de voter.
- (23-07-86) **Désignation du cabinet d'avocats Grey Casgrains S.E.N.C. pour représenter la municipalité de Bristol dans le cadre de la poursuite introduite par les municipalités bilingues contestant certaines dispositions de la loi sur le français, langue officielle et commune du Québec ("Loi 96")**
- ATTENDU QUE** depuis 1977, la municipalité de Bristol est reconnue comme ayant un statut bilingue selon la Charte de la langue française;
- ATTENDU QUE** la Loi sur le français, langue officielle et commune du Québec (" Loi 96 "), une loi visant à modifier la Charte de la langue française, a de répercussions négatives importantes sur les droits linguistiques des résidents de la Municipalité de Bristol et sur l'administration et la prestation efficace des services municipaux;
- ATTENDU QUE** plusieurs dispositions de la Loi 96, qui entreront en vigueur en juin 2023, traitent spécifiquement des municipalités à statut bilingue;
- ATTENDU QUE** non seulement la Loi 96 compromet le statut bilingue, qui fait intrinsèquement partie de notre identité culturelle, mais les dispositions contestées vont également au-delà des droits linguistiques et portent atteinte aux droits constitutionnellement protégés et inaliénables de tous les citoyens du Québec;

ATTENDU QUE la municipalité de Bristol a accepté de se joindre à titre de codemandeur à une action en justice contestant les dispositions de la Loi 96 désire en confier le mandat à la firme Grey Casgrain s.e.n.c.;

ATTENDU QUE la municipalité de Bristol accepte de partager les honoraires et frais juridiques avec les autres codemandeurs, au prorata de la population, lesdits honoraires devant être coordonnés par la Ville de Côte-Saint-Luc et payés à la fin de chaque trimestre;

IL EST :

PROPOSÉ PAR : Valerie-Twolan Graham

SECONDE PAR : Meaghan McConnell

ET RÉSOLU :

QUE Me Julius Grey du cabinet Grey Casgrain s.e.n.c. soit mandaté pour représenter la Municipalité de Bristol dans sa requête devant la Cour Supérieure pour contester certaines dispositions de la Loi 96 qui affectent les droits et obligations des municipalités bilingues;

QUE le maire et/ou le directeur général soit par la présente autorisés à signer la lettre d'intention avec la Ville de Côte Saint-Luc et le mandat avec le cabinet d'avocats Grey Casgrain s.e.n.c. pour leur permettre de représenter la ville dans les procédures susmentionnées;

QUE la municipalité de Bristol s'engage à partager les frais et honoraires juridiques avec la Ville de Côte Saint-Luc et les autres codemandeurs, au prorata de la taille relative de sa population;

QU' une dépense n'excédant pas 1,00 \$ par résident de la municipalité soit réservée par chacune des municipalités codemanders pour toutes les dépenses nécessaires à cette fin pour couvrir la demande et les plaidoiries de ces procédures devant la Cour supérieure;

QUE la Ville de Côte Saint Luc soit désignée pour recevoir les paiements de la firme Grey Casgrain pour tous les frais juridiques, de toutes les municipalités impliquées dans cette action. Adoptée. A l'unanimité.

(23-07-87) Il est proposé par la Conseillère McConnell d'accepter la soumission soumise par Lignes Maska pour la peinture au trait de toutes les routes pavées au montant de 20 762.75\$, taxes en sus. Adoptée. Le Maire s'abstient de voter.

(23-07-88) Il est proposé par la Conseillère Kilgour de soutenir l'initiative PHS & le projet communautaire dans le cadre de la subvention MRC du Fonds pour les régions et la ruralité, pour l'amélioration et le développement de l'infrastructure afin de soutenir les activités sportives dans les régions de Shawville, Clarendon et Bristol. Adoptée. Le Maire s'abstient de voter.

(23-07-89) Il est proposé par le Conseiller Greer que la municipalité soutient le développement d'une nouvelle tour visant à améliorer les services sans fil régionaux par la compagnie QualNet, qui sera située sur la propriété identifiée comme le lot 5 801 200. Adoptée. Le maire s'abstient de voter.

(23-07-90) Il est proposé par la Conseillère McConnell de soutenir journée annuelle des enfants du marché de Bristol le 5 août, avec un don de 100\$. Adoptée. Le maire s'abstient de voter.

Je, Christina Peck, directrice générale de la municipalité de Bristol, certifie qu'il y a des crédits disponibles pour payer les dépenses ci-dessous.

Christina Peck, directrice Générale

(23-07-91) Il est proposé par la Conseillère Crawford que les factures totalisant 183 069.16 \$ soient payées pour le mois de juin. Adoptée. Le maire s'abstient de voter.

(23-07-92) Il est proposé par la Conseillère Kilgour d'accepter les états financiers pour le mois de mai. Adoptée. Le maire s'abstient de voter.

(23-07-93) Il est proposé par le Conseiller Greer de lever la séance. Adoptée. Le maire s'abstient de voter.

Brent Orr, maire

Christina Peck, directrice générale